STRATÉGIE CEB 2020 - 2022

SYNTHÈSE



CEB

COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

NOTRE VISION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Le mandat social de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) repose sur la conviction que des investissements judicieux dans le secteur social peuvent avoir des effets économiques et sociaux profondément positifs pour la société en général et pour les personnes les plus vulnérables en particulier, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.

L'activité de prêt de la Banque, que ce soit dans le domaine du logement social, de l'éducation, des soins de santé, des TPE-PME, de l'aide aux migrants et aux réfugiés ou de la protection de l'environnement, s'est ainsi traduite depuis longtemps par l'amélioration de la vie quotidienne des populations, la réduction des inégalités matérielles et immatérielles, un appui à l'intégration dans des sociétés plus inclusives et une action constante en faveur d'une Europe plus durable.

Ces dernières années, les investissements de la CEB sont devenus plus intégrés et plurisectoriels – les enjeux sociaux auxquels les pays sont confrontés étant de plus en plus interconnectés – et la Banque a ainsi adapté ses instruments de financement en conséquence. Dans les années à venir, la Banque accordera également une importance accrue à l'échelon infranational, dans la mesure où, au sein de nombreux États membres de la CEB, un vaste processus de décentralisation a conféré aux collectivités locales l'essentiel de la responsabilité dans la mise en œuvre des politiques sociales.

La volonté de la CEB est de continuer à jouer pleinement son rôle en aidant l'Europe à relever les formidables défis sociaux auxquels elle est confrontée, et ainsi à élaborer et préserver un avenir plus inclusif sur le plan économique et social.

Le Plan de développement 2020-2022 définit la stratégie à moyen terme de la CEB pour renforcer la cohésion sociale et aider à construire des communautés prospères et résilientes dans ses États membres.



LES DÉFIS À VENIR

Même si l'Europe semble avoir largement surmonté la crise financière et économique, les perspectives à moyen terme demeurent incertaines. Cette situation résulte d'une série de facteurs externes et internes, dont les tensions commerciales mondiales, la faiblesse du secteur manufacturier, le processus du Brexit et l'évolution des politiques européennes.

UNE EUROPE EN MUTATION

Plus d'une décennie après le déclenchement de la crise financière, ses conséquences négatives se font toujours sentir. Le marché du travail ne s'est pas encore complètement rétabli dans tous les pays, l'inégalité des revenus et le taux de risque de pauvreté restent élevés. Le financement étatique dans des secteurs publics clés tels que l'éducation, la santé et le logement est en baisse, et la crise des migrants et des réfugiés de 2015 n'a fait que tendre davantage des ressources et des capacités déjà contraintes.

En plus du changement climatique, l'Europe est confrontée à de nombreux défis à long terme qui devront être relevés par des politiques d'investissement social avisées au cours des prochaines décennies. Parmi ces défis figurent le vieillissement de la population, des pressions migratoires et une urbanisation croissantes, ainsi que l'impact de la technologie sur le marché du travail.

Sur cette toile de fond, l'Europe semble réorienter sa politique vers le secteur social. À titre d'exemple, le Cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 de l'Union européenne comprendra de nouveaux mécanismes d'investissement qui pourraient contribuer à promouvoir les investissements sociaux.

UN ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL PLUS EXIGEANT

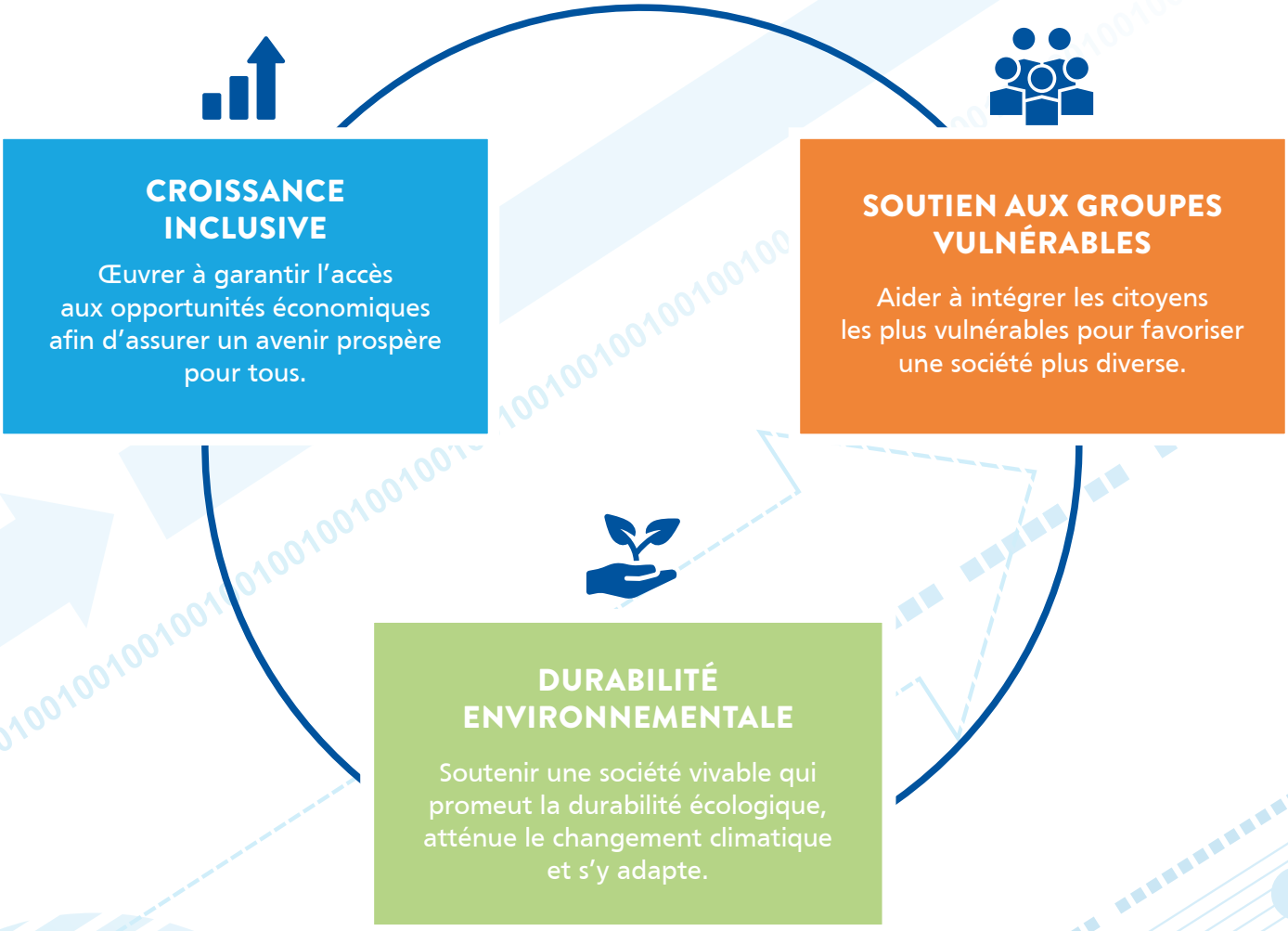
La reprise macroéconomique fragile en Europe et la perspective d'une période prolongée de taux d'intérêt bas, voire négatifs, obligeront la CEB à poursuivre ses efforts actuels pour générer de nouvelles opportunités commerciales et de nouvelles opérations de prêt dans un environnement hautement concurrentiel.

En outre, le nombre croissant de projets dans le portefeuille de la CEB a accru la participation de la Banque à diverses structures de financement complexes et à des mécanismes de partage des risques. Cela se traduira par le renforcement des opérations de prêt de la Banque grâce à de nouvelles avancées dans la préparation des projets, la structuration juridique et l'évaluation des risques.

LE CAP STRATÉGIQUE

NOS LIGNES D'ACTION

Les lignes d'action de la CEB reflètent le mandat social de la Banque et constituent la base de ses opérations. Pour la période 2020-2022, l'accent est mis sur la promotion d'une **croissance inclusive** et le **soutien aux groupes vulnérables**, tout en intégrant la **durabilité environnementale** comme ligne d'action transversale.



NOTRE RÉPONSE AUX ENJEUX MONDIAUX

Les activités de la CEB soutiendront deux priorités :

Les objectifs de développement durable (ODD)

La mise en œuvre des objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD) par la communauté internationale a déjà donné lieu dans plusieurs pays membres de la CEB au lancement d'un processus d'évaluation des moyens d'intégrer les ODD pertinents dans leurs cadres politiques et d'investissement. La CEB accompagnera ses pays membres pour les aider à réaliser leurs objectifs.

LES PRINCIPAUX PARTENAIRES

Le Conseil de l'Europe

Depuis la création de la Banque, les relations avec le Conseil de l'Europe ont été au cœur de l'identité de la CEB et contribuent à sa mission sociale spécifique au sein de la communauté des institutions financières internationales. La Banque continuera d'appuyer le mandat et la mission du Conseil de l'Europe, et de s'y conformer.

La coopération européenne et internationale

La CEB s'efforcera de démultiplier ses compétences financières et techniques en renforçant encore la coopération européenne et internationale. Seront notamment concernés les partenariats avec l'Union européenne, d'autres institutions financières internationales (IFI), des banques de développement nationales et des organisations multilatérales.

La lutte contre le changement climatique

Le dérèglement climatique a déjà un impact sur nos sociétés. Du reste, ce sont surtout les populations vulnérables, au sein de régions exposées à des conditions climatiques plus instables et plus extrêmes, qui en subiront les effets négatifs. Les pays européens ont ainsi pris des mesures vigoureuses pour réduire les émissions de gaz à effet de serre en investissant davantage dans des projets d'énergie renouvelable, en améliorant l'efficacité énergétique et en adoptant des stratégies d'adaptation pour renforcer la résistance au changement climatique. Dans le cadre de son mandat social, la CEB entend aider ses pays membres à opérer la transition vers une économie plus durable et plus verte.

Responsabilité sociale d'entreprise (RSE)

La CEB intègre la RSE et la durabilité dans toutes ses opérations, et ses activités de financement sont alignées sur les normes internationales et les meilleures pratiques, en particulier celles suivies par les autres IFI, tout en s'assurant qu'elles répondent aux exigences toujours croissantes des agences de notation ESG et des investisseurs socialement responsables.



NOTRE APPROCHE OPÉRATIONNELLE

ACCENT SUR LES PAYS CIBLES

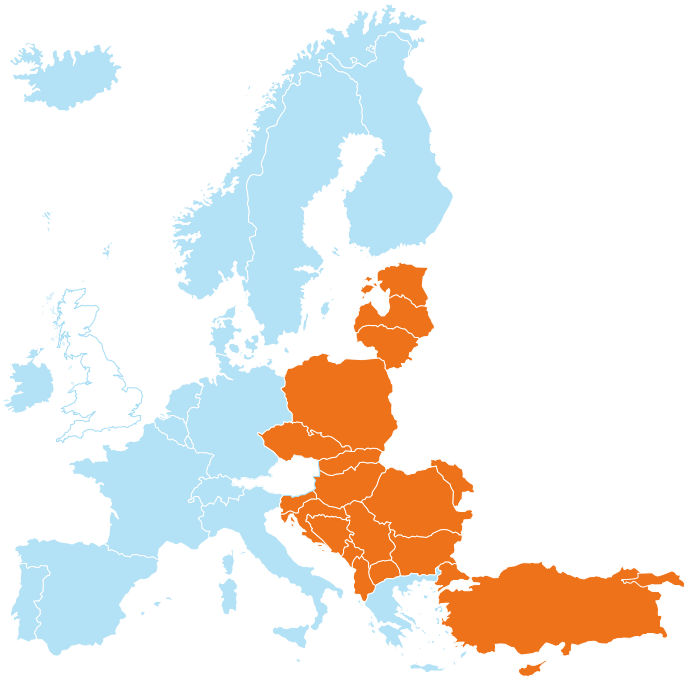
La CEB continuera à se concentrer sur ses pays cibles et à financer des projets ayant un impact social élevé. En outre, les prêts seront complétés par un financement accru sous forme de dons, qui couvrira l'assistance technique nécessaire pour renforcer les capacités d'absorption de ces pays.

EXPANSION DES PARTENARIATS STRATÉGIQUES INFRANATIONAUX

La CEB poursuivra son engagement auprès des collectivités locales concernant des solutions de financement innovantes qui permettent de mettre en place de nouveaux mécanismes financiers, la mobilisation de fonds de l'Union européenne et/ou la participation du secteur privé.

DAVANTAGE DE FINANCEMENTS À DESTINATION DES BANQUES DE DÉVELOPPEMENT NATIONALES

La Banque élargira son réseau de partenariats existant avec les banques nationales et régionales de développement. Cela donnera une impulsion supplémentaire aux opérations de financement de la CEB qui contribuent à la réalisation des politiques stratégiques nationales et des objectifs d'investissement dans les secteurs sociaux et économiques.



22 pays cibles: Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Estonie, Géorgie, Hongrie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Malte, (République de) Moldavie, Monténégro, Macédoine du Nord, Pologne, Roumanie, Serbie, République slovaque, Slovénie, et la Turquie.

19 pays non cibles

DES RESSOURCES ADÉQUATES POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

La CEB continuera à nouer des partenariats avec des institutions publiques et privées afin de tirer parti de leurs ressources, de leur expertise et de leur assistance technique, ce qui permettra de renforcer les capacités institutionnelles, de contribuer à mieux mesurer l'impact des investissements sociaux et d'encourager la participation du secteur privé.
La Banque atteindra cet objectif en accordant davantage de dons associés à ses prêts, pour couvrir l'assistance technique (y compris par le biais de son propre mécanisme de dons qu'est le Compte de dividendes sociaux) et pour accroître les «mesures non matérielles» (telles que le financement de la formation des enseignants parallèlement à la construction d'infrastructures scolaires).

DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN PHASE AVEC LES BESOINS DE NOS PARTENAIRES

Dans le cadre de son engagement accru auprès des autorités infranationales, dont les municipalités, la CEB œuvrera à faciliter l'accès aux ressources financières, à moderniser les infrastructures sociales et à combler les déficits en la matière, ainsi qu'à améliorer l'accès aux fonds européens ou la capacité de les absorber. Les instruments de la Banque sont fondés sur les gains d'efficacité et la flexibilité ; ils permettent également à nos partenaires de réaliser leurs investissements sur une base sectorielle, multisectorielle ou trans-sectorielle, ainsi que le panachage de dons et de prêts ou le financement relais d'investissements financés par l'Union européenne. L'accent supplémentaire mis sur les collectivités locales viendra compléter les partenariats de la Banque avec les gouvernements centraux pour soutenir la mise en œuvre de stratégies et de politiques nationales en faveur d'une croissance inclusive.

RÔLE ACCRU DES ODD

La Banque vise à intégrer les objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD) dans son activité opérationnelle. Au niveau stratégique, la CEB accordera la priorité à un ensemble d'ODD « clés »qui se concentrent sur les objectifs les plus pertinents par rapport à son mandat et à ses lignes d'action. Au niveau opérationnel, la contribution potentielle de la Banque aux ODD sera identifiée lors de l'instruction des projets, puis régulièrement évaluée au niveau du portefeuille.

OBLIGATIONS D'INCLUSION SOCIALE

En complément de ses modes de financement traditionnels, la CEB s'est forgé une position de leader sur le marché des obligations sociales. L'émission d'obligations d'inclusion sociale lui a permis d'élargir la base d'investisseurs et de lever des fonds qui sont au cœur de son mandat social. La Banque prévoit de poursuivre son programme existant d'émission d'obligations d'inclusion sociale voire de l'étendre à des obligations « thématiques » si les conditions sont réunies.

DES INVESTISSEMENTS SOCIAUX AVEC UN CONTENU VERT

La Banque continuera à mettre l'accent sur la dimension verte des projets qu'elle sélectionne pour ses financements. Elle renforcera sa capacité à identifier les éléments liés à la durabilité environnementale dans ses investissements à vocation sociale. En outre, la CEB s'engage à veiller à ce qu'aucun prêt ne soit accordé à des projets qui violent l'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique. Un examen des investissements et des activités opérationnelles « verts » de la Banque sera entrepris tous les ans.

Correspondance entre les activités de la CEB et les principaux ODD

Alignement sur le mandat social de la CEB



Enjeux transversaux, examen préalable de tous les projets de la CEB

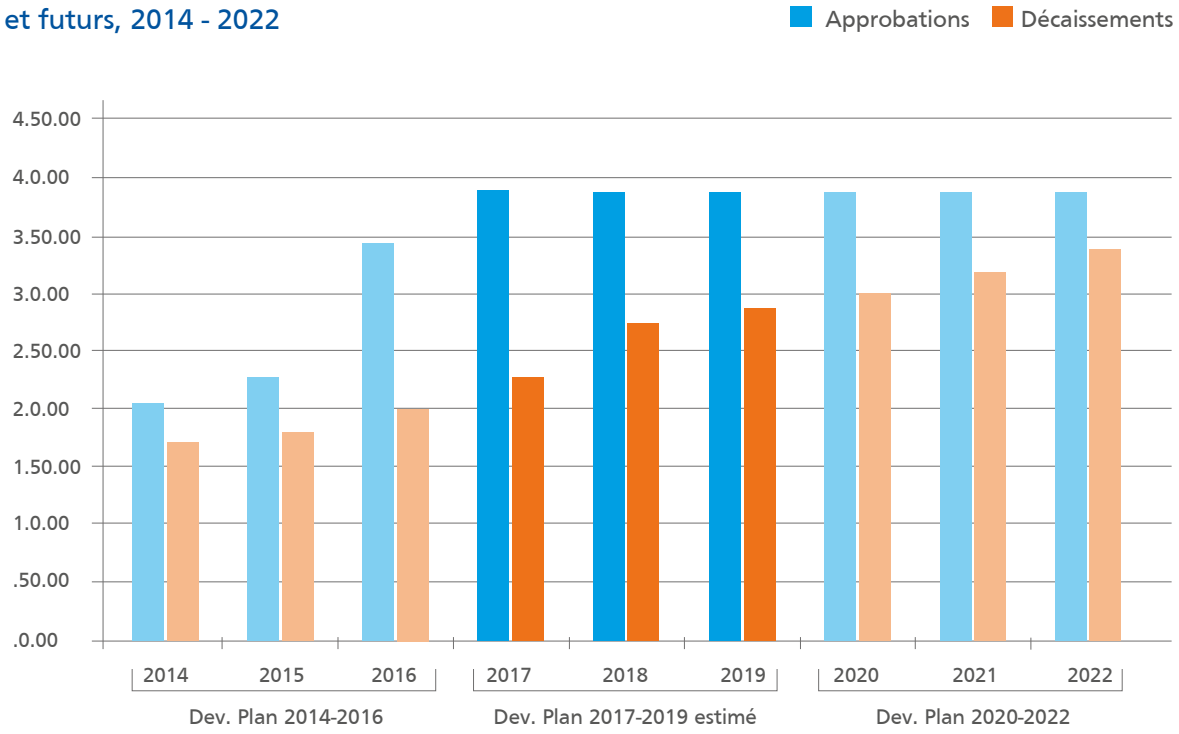


Spécifique à un projet, pertinence sectorielle



NIVEAUX DE PRÊTS PROJETÉS

Approbations et décaissements de prêts passés et futurs, 2014 - 2022



À PROPOS DE LA CEB

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) est une institution financière multilatérale à vocation sociale. Fondée en 1956 par huit États membres du Conseil de l'Europe afin de trouver des solutions aux problèmes des réfugiés, elle est la doyenne des institutions multilatérales de développement européennes. La CEB investit dans des projets sociaux qui promeuvent l'inclusion et contribuent à améliorer les conditions de vie des populations européennes les plus vulnérables.

La CEB accorde des prêts et des garanties à ses 41 États membres pour financer des projets répondant à un certain nombre de critères. Les Gouvernements, les collectivités locales ou régionales et les institutions financières sont autant d'emprunteurs potentiels. Les demandes de prêt sont soumises à un examen rigoureux, et les projets s'y rapportant sont conçus et mis en œuvre dans le respect des politiques sectorielles nationales, le cas échéant.

Bien que la CEB procède d'un Accord Partiel entre des États membres du Conseil de l'Europe, elle possède une personnalité juridique distincte et est indépendante financièrement. Elle partage les principes et les valeurs du Conseil de l'Europe, lequel défend et promeut les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.

Nos ressources

Pour se financer, la CEB lève des fonds sur les marchés internationaux de capitaux. Elle dispose également de ressources qui lui sont confiées par différents donateurs, membres ou non de la Banque. Grâce à son excellente notation, la Banque emprunte à des conditions avantageuses, ce qui permet d'abaisser significativement le coût des prêts contractés par ses emprunteurs pour financer leurs projets sociaux.

55, avenue Kléber
FR-75116 Paris - FRANCE
www.coebank.org

Credits photos : Freepik - iStock

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE